



## CHSCT AEFÉ du 17 juin 2021

### Déclaration liminaire FSU

Depuis le 6 mai, date du dernier CHSCT, les problématiques sont toujours les mêmes et peu de solutions sont apportées. La FSU répète à chaque instance les mêmes demandes sans être réellement entendue.

Pour les personnels exerçant à l'étranger, la situation sanitaire reste préoccupante dans de nombreux pays. Si certains connaissent une accalmie, d'autres subissent une recrudescence de la circulation du virus et de ses variants. L'accès à la vaccination constitue certes un enjeu individuel essentiel, mais c'est aussi un impératif absolu pour l'AEFE. Aussi, il est du devoir de l'employeur et de l'Etat, de permettre l'accès à des vaccins reconnus par l'UE, dans les plus brefs délais, soit dans le pays de résidence, soit en France lors des congés.

Comme l'an dernier, dans quelques pays, les personnels craignent de ne pouvoir quitter le territoire de résidence au regard des contraintes administratives et sanitaires qui induisent parfois des coûts supplémentaires qu'une famille ne peut supporter. Ce n'est pas acceptable et l'Agence n'apporte aucun soutien aux personnels. Un seul exemple, la prise en charge des frais de quarantaine n'a toujours pas été proposée au vote du Conseil d'administration alors même que nous sommes à quelques jours des congés d'été ! L'anticipation d'un tel vote aurait permis aux personnels de s'organiser en connaissance de cause. Le constat est alarmant. Aucune leçon ne semble avoir été tirée de l'expérience de l'an passé. Nous ne cessons de vous alerter, nous nous répétons. Il suffit de prendre pour exemple la note sur les congés d'été qui reprend le dogme de la présence sur le territoire à la rentrée, en intégrant certes notre demande concernant la vaccination. Cependant, vous auriez pu, auriez dû même, par bienveillance et reconnaissance du travail accompli, reprendre les éléments de la note des congés de fin d'année 2020 et de printemps, ouvrant ainsi la possibilité d'une reprise en distanciel le temps de la quarantaine.

Dans le réseau, les conditions de travail sont catastrophiques. En cette fin d'année scolaire, des personnels ont encore eu à subir des modifications successives de modalités d'enseignement sans concertation, ni réelle réflexion pédagogique, et a fortiori sans prendre en compte leur état physique et psychologique. Les exemples de l'Equateur ou du Chili sont à ce titre symptomatiques. Nous y reviendrons dans les instances. Les examens alourdissent encore cette fin d'année : l'organisation de cette session 2021 s'est transformée en un véritable chaos. Nous aborderons les aspects techniques en Comité technique, mais les conséquences sur le stress et la fatigue des personnels sont immenses. La colère des enseignant-es confronté-es à cette situation est très grande, à la hauteur du mépris dont ils sont victimes.

Pour les personnels en centrale, nous ne pouvons là encore que nous répéter. Les personnels sont aussi épuisés. Les urgences succèdent aux urgences en laissant peu de temps pour les tâches habituelles. La mise en place du nouvel organigramme, loin d'apporter une simplification, complique le travail de certains et certaines. Nous réitérons notre demande d'établir un bilan dès à présent afin que les agents puissent reprendre dans des conditions organisationnelles satisfaisantes à la rentrée prochaine.

Enfin, une fois n'est pas coutume, nous aborderons les conditions de travail des représentant-e-s des personnels. Nous avons jonglé toute l'année d'instances en instances, de GT en GT sans coordination, sans planification. Pour illustrer nos propos, pour le prochain Comité technique, deux textes sont mis à l'ordre du jour sans avoir été finalisés. Aussi, de toute urgence, un GT est programmé avant le Comité technique. Pour les personnels en Centrale comme pour les représentants des personnels, il faut un vrai travail de planification, de priorisation et de suivi de la part du Secrétariat général.

Monsieur le Directeur, vous l'aurez compris, à l'étranger et en Centrale, le mal-être domine en cette fin d'année et les personnels sont épuisés. Ils attendaient des réponses à la hauteur de leur engagement. Force est de constater qu'elles n'ont pas été apportées. Il est temps de changer de cap, en plaçant aussi les personnels au centre des préoccupations de la Direction de l'Agence